

**PREFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Service Urbanisme Aménagement et Risques
Unité Urbanisme Planification Aménagement
Réf. : SUAR/UPA – n°366-2021
Affaire suivie par Thierry BERTHOME
02 41 86 62 66
thierry.berthome@maine-et-loire.gouv.fr

Angers, le 6 octobre 2021

Le directeur départemental des territoires

à

**Monsieur le Président,
Communauté d'Agglomération Saumur-
Val-de-Loire
11 rue du Maréchal Leclerc
CS 54030
49408 SAUMUR CEDEX**

Objet : Avis sur modification n°1 du PLUI de Saumur-Loire-Développement

Vous m'avez adressé pour avis la note de présentation de la modification n°1 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) de Saumur-Loire-Développement, dont l'objet vise à ouvrir à l'urbanisation une nouvelle tranche de la ZAC « Sous la Bosse » sur une bande de 30 m de large, le long de la rue d'Aubigny, sur une surface d'environ 7.000m². Vous pourrez trouver ci-après mes observations sur ce projet.

Le projet est de nature à renforcer le pôle Saumurois, ce qui correspond aux objectifs du SCOT.

J'ai bien noté que les autres communes du pôle Saumurois ne prévoient pas la réalisation d'opérations majeures sur le court terme et que la commune de Distré s'est engagée à ne pas procéder à de nouvelle ouverture à l'urbanisation du secteur « Sous la bosse » avant 2024.

Néanmoins, il est nécessaire de faire apparaître dans le dossier, les disponibilités foncières en matière d'habitat sur le pôle Saumurois. En effet, les capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones urbanisées doivent être connues pour pouvoir justifier de l'ouverture à l'urbanisation de ce secteur.

Le secteur en extension urbaine est situé en dehors des périmètres environnementaux d'inventaire ou de protection réglementaire, mais à proximité de l'extension des sites Natura 2000 "Vallée de la Loire des Ponts-de-Cé à Montsoreau" et de la zone de protection de biotope "Marais de Distré". Les projets d'extension urbaine doivent conduire à l'évaluation des incidences (art L.414-4-1° et R.414-19-4° du code de l'environnement). L'étude doit démontrer si les projets sont susceptibles d'avoir un effet significatif sur les milieux naturels, les espèces et les habitats d'intérêt communautaire présents dans les sites Natura 2000, au regard des objectifs de conservation (évaluer les risques de destruction, de dégradation d'habitats, de

destruction ou de dérangement d'espèces, d'atteinte aux fonctionnalités du site, et tenir compte des impacts à distance ainsi que des effets cumulés avec d'autres activités).

Dans la notice explicative, le chapitre 7 "évaluation des incidences sur les sites Natura 2000", indique que la commune ne comporte pas de site Natura 2000 sur son territoire et précise que la présente modification n'est pas susceptible d'affecter de manière significative ceux voisins (vallée de la Loire). Bien qu'elle reflète certainement la réalité, cette démonstration est très succincte et aurait méritée d'être plus étayée.

Dès lors, sous réserve de la production des éléments permettant de justifier l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées, j'émet un **avis favorable** au projet de modification.

Pour le Préfet et par délégation,
l'adjoint du service urbanisme, aménagement et risques

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Luc Moreau', is written over a light blue rectangular stamp.

Luc MOREAU